

Statistiques annuelles de milieu ouvert

Au 31 décembre 2024

Secrétariat général
Service de la statistique, des études et de la recherche
Service statistique ministériel de la justice



Périmètre et définition

Seules les personnes majeures sont comptabilisées dans les tableaux présentés dans cette publication. Le périmètre géographique est celui de la France entière, hors collectivités d'outre-mer.

Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Les services de suivi :

Les services de l'application des peines (SAP) sont chargés de fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté en orientant et en contrôlant les conditions de leur application. Les SPIP assurent le contrôle et le suivi des PPSMJ, libres ou détenus.

Dans cette publication, les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Celles assurées uniquement par les SAP (par exemple le Jours-amende) ou par le milieu associatif (comme certaines mesures de travail d'intérêt général) ne sont pas prises en compte.

Les mesures de milieu ouvert :

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO) sont les suivantes :

- les **mesures présentencielles**. Elles comprennent le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielles**. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) ou en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures décidées dans le cadre d'une alternative aux poursuites sont exclues des SAMO en raison d'une couverture partielle du suivi de ces mesures de la part des services de probation. Ces décisions sont toutefois prises en compte dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO).

Les catégories pénales :

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales suivantes :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencuelle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

Infraction principale :

L'infraction principale, au sens statistique, est déterminée à partir d'un ensemble de règles de priorisation portant notamment sur la qualification de l'infraction (un crime prime sur un délit, qui prime sur une contravention), sur l'encouru de l'infraction, sur l'état de récidive légale et sur la nature d'affaire (Nataff) déduite de la nature d'infraction (Natinf).

La durée de suivi des mesures :

La durée de suivi correspond au délai entre la première prise en charge de la mesure par un SPIP et la fin de cette mesure. Elle est calculée pour les mesures terminées pendant la période.

Révision et qualité des indicateurs

Politique de révision

Lors de la diffusion des SAMO au mois d'avril de l'année N+1, les données de l'année N sont semi-définitives et les données de l'année N-1 deviennent définitives. Les données de l'année N-2 sont donc définitives lors de la diffusion d'avril de l'année N.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

Avertissements

Avril 2024 :

En raison d'un changement d'applicatif, les données de l'antenne de Thionville ne sont plus mises à jour depuis le 15 avril 2024.

Mars 2024 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de redressement des infractions principales.

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées car les effectifs de ces mesures sont faibles, et elles ont été reportées dans la catégorie post-sentencelle car les personnes restent condamnées malgré l'ajournement de leurs mesures. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées en raison des faibles effectifs de la seconde mesure.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions mineures sur les séries, y compris aux périodes considérées comme définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives à la nationalité des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

Glossaire des mesures et abréviations

Abréviation	Nom complet
Mesures présentencielles	
ARSE	Assignation à résidence sous surveillance électronique
ARSEM	Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile
Contrôle judiciaire	Contrôle judiciaire
Mesures post sentencielles	
Ajournement	Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve
Contrainte pénale	Contrainte pénale
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine)
Interdiction de séjour	Interdiction de séjour
Libération conditionnelle (AP)	Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine
LSC sous Libération conditionnelle	Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
Sursis probatoire	Sursis probatoire
Suspension (raison médicale)	Suspension de peine pour raison médicale
Stage	Peine et obligation de stage
Sursis-TIG	Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir travail d'intérêt général
TIG	Travail d'intérêt général
Obligation de TIG	Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général
Mesures de sûreté suite à une condamnation	
PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
Surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire
Suivi socio-judiciaire	Suivi socio-judiciaire
Autres abréviations	
CPIP	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
JAP	Juge de l'application des peines
PPSMJ	Personne placée sous main de justice
SAP	Service de l'application des peines
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation

Sommaire

Tableau	Intitulé
Mesures suivies	
Tableau 1 Mesures suivies en milieu ouvert	
Tableau 2	Mesures suivies en milieu ouvert par région administrative
Tableau 3	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par région administrative
Tableau 4	Mesures suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale
Tableau 5	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale
Population suivie	
Tableau 6	Personnes suivies en milieu ouvert par sexe
Tableau 7	Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert
Tableau 8	Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert par région administrative
Tableau 9	Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert par région administrative
Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies	
Tableau 10	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 11	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale
Tableau 12	Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale
Tableau 13	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert par sexe
Tableau 14	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert par région administrative du domicile
Tableau 15	Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert par région administrative du domicile
Durée de suivi des mesures	
Tableau 16	Durée de suivi des mesures
Tableau 17	Durée de suivi par mesure
Tableau 18	Durée de suivi par région administrative
Tableau 19	Durée de suivi par type d'infraction principale

Mesures suivies

Au 31 décembre 2024

Tableau 1 : Mesures suivies en milieu ouvert

		31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	324	321	338	392	480	537	650	646
	Contrôle judiciaire	3 645	4 129	4 654	5 232	5 598	6 201	6 482	6 481
	Total	3 969	4 450	4 992	5 624	6 078	6 738	7 132	7 127
Mesures post-sentencielles	Ajournement	98	87	79	42	34	24	22	17
	Contrainte pénale	2 508	2 683	1 882	905	294	69	31	14
	DDSE	so	so	so	887	1 359	1 314	1 197	1 115
	Interdiction de séjour	1 022	1 243	1 647	2 056	2 178	2 431	2 487	2 344
	Libération conditionnelle (AP)	4 830	4 643	4 563	4 766	4 131	3 578	3 114	706
	LSC sous libération conditionnelle	191	176	486	566	419	493	844	2 940
	SME	120 386	120 088	121 911	88 391	35 259	10 871	4 411	2 227
	Sursis probatoire	so	so	so	33 862	103 438	138 159	142 158	142 567
	Suspension (raison médicale)	178	162	174	166	154	130	131	120
	Stage	81	120	260	919	2 301	2 526	2 318	2 232
Mesures de sûreté suite à une condamnation	Sursis TIG	21 594	21 303	20 994	11 193	1 250	324	147	78
	TIG	15 047	14 465	14 312	16 999	21 474	18 730	17 925	18 215
	Obligation de TIG	23	38	14	1 514	4 614	4 609	4 113	3 878
	Total	165 958	165 008	166 322	162 266	176 905	183 258	178 904	176 453
	PSEM	34	29	30	28	36	38	32	33
Mesures de sûreté suite à une condamnation	Surveillance judiciaire	289	283	250	264	270	245	219	177
	Suivi socio-judiciaire	6 406	6 796	7 119	7 320	7 636	7 636	8 027	8 307
	Total	6 729	7 108	7 399	7 612	7 942	7 919	8 278	8 517
Total		176 656	176 566	178 713	175 502	190 925	197 915	194 314	192 097

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ;

Ajournement : ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : Sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : Peine et obligation de stage ;

Sursis TIG : sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ;

TIG : travail d'intérêt général (peine) ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

so : sans objet

Tableau 2 : Mesures suivies en milieu ouvert par région administrative

	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	21 361	20 984	21 182	20 621	21 924	22 756	22 864	22 117
Bourgogne-Franche-Comté	9 459	9 419	9 333	8 904	9 100	9 666	9 588	9 169
Bretagne	7 657	7 744	8 095	8 162	8 630	8 620	8 372	8 205
Centre-Val de Loire	6 901	6 973	7 013	6 907	8 081	8 112	7 614	7 759
Corse	1 078	998	916	899	875	968	1 024	1 044
Grand Est	16 064	15 495	15 569	15 615	16 948	16 934	16 079	15 891
Guadeloupe	909	1 049	1 037	1 183	1 387	1 573	1 599	1 628
Guyane	566	642	824	937	800	810	888	1 049
Hauts-de-France	19 795	19 458	19 292	18 345	20 116	20 353	19 944	19 854
Île-de-France	25 412	26 216	26 531	25 589	29 021	30 172	29 725	30 361
La Réunion	2 553	2 675	2 699	2 525	2 695	3 051	2 915	3 039
Martinique	913	980	1 196	1 032	993	1 072	1 070	1 187
Mayotte	272	255	316	314	352	377	477	721
Normandie	10 071	10 505	10 240	10 002	10 087	10 501	10 400	10 426
Nouvelle-Aquitaine	15 927	15 782	16 208	16 080	17 724	18 288	17 604	16 618
Occitanie	15 770	15 772	16 136	16 135	18 136	19 739	19 494	19 232
Pays de la Loire	9 498	9 196	9 108	9 173	9 772	10 023	9 703	9 333
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 450	12 423	13 018	13 229	14 284	14 899	14 954	14 464
France	176 656	176 566	178 713	175 652	190 925	197 914	194 314	192 097

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Tableau 3 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par région administrative

	Ensemble des mesures									Au 31 décembre 2024			
	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures	
Auvergne-Rhône-Alpes	19 772	19 322	19 396	18 693	19 919	20 773	20 803	19 955	16 787	1 716	309	1 143	
Bourgogne-Franche-Comté	8 816	8 778	8 649	8 154	8 319	8 725	8 591	8 276	6 529	809	86	852	
Bretagne	7 276	7 332	7 687	7 723	8 179	8 179	7 919	7 747	6 409	540	96	702	
Centre-Val de Loire	6 618	6 655	6 671	6 560	7 694	7 647	7 027	7 159	5 751	727	90	591	
Corse	1 009	928	858	818	800	869	920	953	727	111	42	73	
Grand Est	15 024	14 334	14 288	14 094	15 155	15 060	14 207	13 915	11 154	1 685	190	886	
Guadeloupe	841	977	974	1 115	1 319	1 502	1 530	1 557	1 193	240	28	96	
Guyane	529	592	768	860	736	756	819	967	708	67	48	144	
Hauts-de-France	18 840	18 455	18 277	17 315	19 098	19 301	18 829	18 636	15 148	2 002	147	1 339	
Île-de-France	24 106	24 710	24 820	23 871	27 094	28 021	27 629	28 215	22 704	3 173	675	1 663	
La Réunion	2 444	2 550	2 572	2 380	2 546	2 888	2 760	2 879	2 402	326	21	130	
Martinique	804	892	1 077	904	881	984	990	1 114	905	98	17	94	
Mayotte	202	186	251	249	310	347	432	687	490	97	6	94	
Normandie	9 424	9 787	9 492	9 178	9 269	9 647	9 543	9 544	7 772	934	111	727	
Nouvelle-Aquitaine	14 930	14 735	15 128	14 946	16 587	17 117	16 265	15 266	12 133	1 877	164	1 092	
Occitanie	14 678	14 545	14 776	14 740	16 584	18 133	17 776	17 575	13 685	1 914	398	1 578	
Pays de la Loire	8 948	8 640	8 513	8 553	9 165	9 473	9 099	8 734	7 397	731	83	523	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 697	11 590	12 125	12 263	13 250	13 836	13 765	13 274	10 673	1 168	429	1 004	
France	165 958	165 008	166 322	162 416	176 905	183 258	178 904	176 453	142 567	18 215	2 940	12 731	

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

Tableau 4 : Mesures suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale

	31/12/2017	31/12/18	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/24 (sd)
Atteinte à la personne humaine	61 367	62 650	65 873	71 086	84 128	92 447	92 973	90 726
Atteinte aux biens	36 680	34 771	33 845	31 663	31 503	29 735	27 990	26 560
Circulation et transport	41 221	42 710	42 735	37 474	37 678	38 122	36 811	35 216
Atteinte à l'autorité de l'État	8 112	8 170	8 503	8 272	8 894	8 926	8 934	8 898
Infraction à la santé publique	22 715	22 366	21 936	20 726	21 681	21 893	20 955	20 737
Atteinte économique, financière et sociale	2 436	2 386	2 242	1 992	2 161	2 301	2 264	2 247
Atteinte à l'environnement	102	122	112	97	135	128	143	145
Non renseigné	4 023	3 391	3 467	4 342	4 745	4 362	4 244	7 568
Total	176 656	176 566	178 713	175 652	190 925	197 914	194 314	192 097

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Tableau 5 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale

	Ensemble des mesures									Au 31 décembre 2024			
	31/12/2017	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures	
Atteinte à la personne humaine	54 020	54 694	57 360	62 046	74 439	82 375	82 581	80 189	71 213	3 721	978	4 277	
Atteinte aux biens	35 770	33 785	32 701	30 485	30 319	28 596	26 809	25 375	17 222	4 791	610	2 752	
Circulation et transport	41 178	42 665	42 672	37 417	37 620	38 056	36 752	35 166	28 548	4 786	143	1 689	
Atteinte à l'autorité de l'État	7 821	7 813	8 123	7 828	8 395	8 365	8 316	8 239	5 064	2 227	NC	NC	
Infraction à la santé publique	22 134	21 753	21 354	20 075	21 016	21 155	20 219	20 053	15 417	1 787	457	2 392	
Atteinte économique, financière et sociale	2 365	2 311	2 144	1 888	2 047	2 183	2 143	2 141	1 694	202	94	151	
Atteinte à l'environnement	100	118	110	94	132	124	140	144	104	27	<5	NC	
Non renseigné	2 570	1 869	1 858	2 583	2 937	2 404	1 944	5 146	3 305	674	440	727	
Total	165 958	165 008	166 322	162 416	176 905	183 258	178 904	176 453	142 567	18 215	2 940	12 731	

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

Population suivie

Au 31 décembre 2024

Tableau 6 : Personnes suivies en milieu ouvert par sexe

		31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)
Prévenus	Femmes	321	350	413	437	465	487	521	528
	Hommes	3 088	3 528	3 943	4 423	4 744	5 297	5 498	5 592
	Total	3 409	3 878	4 356	4 860	5 209	5 784	6 019	6 120
Condamnés	Femmes	11 483	11 458	11 448	10 296	11 007	11 600	11 738	11 719
	Hommes	136 695	136 108	137 637	133 763	143 116	148 257	144 970	143 201
	Total	148 178	147 566	149 085	144 059	154 123	159 857	156 708	154 920
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Femmes	148	153	151	166	179	193	190	200
	Hommes	5 813	6 167	6 361	6 524	6 822	6 756	7 097	7 351
	Total	5 961	6 320	6 512	6 690	7 001	6 949	7 287	7 551
Total	Femmes	11 952	11 961	12 012	10 899	11 651	12 280	12 449	12 447
	Hommes	145 596	145 803	147 941	144 710	154 682	160 310	157 565	156 144
	Total	157 548	157 764	159 953	155 609	166 333	172 590	170 014	168 591

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présententielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

Tableau 7 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert

		31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)
Prévenus	Âge médian (en années)	32,0	32,1	32,0	32,2	32,6	33,0	33,4	33,0
	Âge moyen (en années)	34,9	35,1	34,9	35,4	35,6	35,9	35,9	35,7
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	12,4%	12,3%	12,6%	12,5%	13,3%	14,3%	13,6%	13,3%
	Proportion de femmes	9,4%	9,0%	9,5%	9,0%	8,9%	8,4%	8,7%	8,6%
Condamnés	Âge médian (en année)	33,6	33,9	34,2	34,5	34,8	35,3	35,5	35,6
	Âge moyen (en année)	35,8	35,9	36,1	36,3	36,4	36,9	37,0	37,1
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	8,0%	8,0%	8,1%	8,6%	9,2%	9,7%	9,7%	9,5%
	Proportion de femmes	7,7%	7,8%	7,7%	7,1%	7,1%	7,3%	7,5%	7,6%
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Âge médian (en année)	47,7	47,7	48,0	48,3	48,5	48,8	48,7	48,5
	Âge moyen (en année)	47,5	47,5	47,9	48,3	48,2	48,5	48,6	48,7
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	4,9%	4,5%	4,9%	5,0%	5,2%	5,6%	5,9%	6,0%
	Proportion de femmes	2,5%	2,4%	2,3%	2,5%	2,6%	2,8%	2,6%	2,6%
Ensemble	Âge médian (en année)	34,0	34,2	34,5	34,9	35,1	35,6	35,9	36,0
	Âge moyen (en année)	36,2	36,4	36,5	36,8	36,9	37,3	37,5	37,5
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	8,0%	8,0%	8,1%	8,5%	9,1%	9,7%	9,6%	9,5%
	Proportion de femmes	7,6%	7,6%	7,5%	7,0%	7,0%	7,1%	7,3%	7,4%

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencelle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

Tableau 8 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert par région administrative

	Nombre de PPSMJ									Au 31 décembre 2024			
	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)	Âge médian (en années)	Âge moyen (en années)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	
Auvergne-Rhône-Alpes	18 770	18 607	18 811	18 130	19 113	20 004	20 128	19 628	35,7	37,4	7,3%	9,7%	
Bourgogne-Franche-Comté	8 327	8 331	8 228	7 750	7 832	8 235	8 119	7 748	36,8	38,1	8,4%	5,7%	
Bretagne	6 882	6 967	7 300	7 295	7 625	7 583	7 274	7 154	37,9	39,0	7,9%	5,4%	
Centre-Val de Loire	6 093	6 164	6 219	6 018	6 810	6 925	6 597	6 725	36,3	37,7	7,0%	9,4%	
Corse	978	911	828	810	817	909	962	938	39,7	40,2	9,3%	8,3%	
Grand Est	14 463	14 031	14 142	13 964	14 928	15 011	14 308	14 207	36,7	37,9	8,5%	7,1%	
Guadeloupe	836	954	952	1 103	1 242	1 419	1 423	1 447	36,3	38,4	6,1%	4,7%	
Guyane	543	609	764	876	710	697	769	886	30,9	33,7	8,0%	21,9%	
Hauts-de-France	17 611	17 294	17 188	16 082	17 330	17 626	17 509	17 470	36,1	37,3	7,0%	4,8%	
Île-de-France	22 845	23 571	23 879	22 967	25 453	26 350	26 081	26 616	33,6	35,8	6,2%	20,1%	
La Réunion	2 319	2 439	2 458	2 290	2 407	2 798	2 686	2 800	36,2	38,0	6,1%	1,1%	
Martinique	848	897	1 085	947	911	978	981	1 073	36,5	38,8	5,9%	2,8%	
Mayotte	248	242	299	296	335	335	411	620	29,0	31,9	2,1%	26,1%	
Normandie	8 949	9 293	9 044	8 742	8 764	9 013	8 917	8 975	37,5	38,8	7,2%	4,8%	
Nouvelle-Aquitaine	14 005	13 966	14 286	14 050	15 100	15 656	15 194	14 538	37,3	38,6	8,1%	6,7%	
Occitanie	14 134	14 107	14 516	14 282	15 753	17 089	16 881	16 655	36,2	37,8	8,4%	9,3%	
Pays de la Loire	8 263	8 020	8 020	7 967	8 434	8 637	8 395	8 153	36,1	37,5	6,8%	7,3%	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 434	11 361	11 934	12 040	12 769	13 325	13 379	12 958	36,0	37,8	7,4%	10,3%	
France	157 548	157 764	159 953	155 609	166 333	172 590	170 014	168 591	36,0	37,5	7,4%	9,5%	

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

Tableau 9 : Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert par région administrative

	Nombre de PPSMJ									Au 31 décembre 2023			
	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24 (sd)	Âge médian (en années)	Âge moyen (en années)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	
Auvergne-Rhône-Alpes	17 403	17 156	17 288	16 497	17 433	18 356	18 412	17 798	35,5	37,0	7,5%	9,8%	
Bourgogne-Franche-Comté	7 777	7 778	7 637	7 083	7 170	7 443	7 289	6 973	36,5	37,7	8,6%	5,5%	
Bretagne	6 542	6 610	6 940	6 904	7 228	7 209	6 876	6 750	37,7	38,7	7,9%	5,4%	
Centre-Val de Loire	5 845	5 884	5 919	5 715	6 466	6 513	6 077	6 206	35,8	37,3	7,3%	9,4%	
Corse	914	848	779	746	748	815	870	857	39,4	39,8	9,7%	8,9%	
Grand Est	13 540	12 981	12 988	12 634	13 358	13 332	12 645	12 452	36,4	37,5	8,8%	6,8%	
Guadeloupe	772	888	895	1 042	1 180	1 356	1 366	1 385	36,0	38,0	6,1%	4,6%	
Guyane	509	562	713	803	649	647	705	818	30,7	33,4	8,3%	21,6%	
Hauts-de-France	16 763	16 404	16 305	15 177	16 433	16 704	16 563	16 398	35,7	36,8	7,3%	4,9%	
Île-de-France	21 708	22 251	22 373	21 452	23 768	24 460	24 258	24 737	33,3	35,5	6,2%	19,9%	
La Réunion	2 221	2 325	2 346	2 161	2 273	2 645	2 544	2 648	35,7	37,5	6,4%	1,1%	
Martinique	748	819	984	834	813	896	906	1 006	36,0	38,2	6,2%	2,8%	
Mayotte	184	176	238	233	294	306	368	589	28,9	31,9	2,2%	26,5%	
Normandie	8 376	8 669	8 383	8 030	8 049	8 281	8 173	8 209	37,0	38,0	7,6%	4,8%	
Nouvelle-Aquitaine	13 158	13 052	13 346	13 067	14 124	14 667	14 026	13 323	36,5	37,8	8,4%	6,8%	
Occitanie	13 166	13 017	13 315	13 075	14 398	15 695	15 401	15 203	35,8	37,3	8,6%	9,5%	
Pays de la Loire	7 793	7 535	7 502	7 429	7 890	8 160	7 882	7 649	35,7	37,0	7,0%	7,4%	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 759	10 611	11 134	11 177	11 849	12 372	12 347	11 919	35,8	37,5	7,5%	10,3%	
France	148 178	147 566	149 085	144 059	154 123	159 857	156 708	154 920	35,6	37,1	7,6%	9,5%	

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

PPSMJ : personne placée sous main de justice

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencelle.

Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies

Au 31 décembre 2024

Tableau 10 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	510	446	476	517	700	807	937	884
	Contrôle judiciaire	2 683	2 918	3 307	3 629	4 319	4 712	4 756	4 421
	Total	3 193	3 364	3 783	4 146	5 019	5 519	5 693	5 305
Mesures post-sentencielles	Ajournement	224	175	165	88	73	47	41	41
	Contrainte pénale	1 705	1 465	642	98	8	<5	<5	0
	DDSE	so	so	so	1 338	3 232	2 989	2 622	2 336
	Interdiction de séjour	554	744	1 033	1 176	1 238	1 149	1 305	1 161
	Libération conditionnelle (AP)	5 750	5 826	5 925	7 955	5 358	4 840	4 378	3 848
	LSC sous libération conditionnelle	566	555	1 240	2 682	1 502	1 655	4 116	3 709
	SME	67 168	67 952	70 333	30 217	5 302	1 229	599	176
	Sursis probatoire	so	so	so	36 554	84 167	83 015	82 738	82 383
	Suspension (raison médicale)	98	98	104	106	109	82	88	78
	Stage	87	150	291	844	2 367	1 891	1 915	1 931
	Sursis TIG	16 831	16 325	16 055	4 242	202	NC	NC	11
	TIG	14 401	13 594	13 868	14 068	20 653	16 781	16 530	17 628
	Obligation de TIG	23	37	15	1 618	4 381	3 182	2 734	2 904
Mesures de sûreté suite à une condamnation	Total	107 407	106 921	109 671	100 986	128 592	116 906	117 085	116 206
	PSEM	19	14	16	18	23	13	11	10
	Surveillance judiciaire	110	115	85	105	99	97	71	63
	Suivi socio-judiciaire	1 694	1 781	1 729	1 672	1 933	1 793	2 082	2 147
Total	1 823	1 910	1 830	1 795	2 055	1 903	2 164	2 220	
	Total	112 423	112 195	115 284	106 927	135 666	124 328	124 942	123 731

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ;

Ajournement : ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : Sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : Peine et obligation de stage ;

Sursis TIG : sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ;

TIG : travail d'intérêt général (peine) ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

Tableau 11 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Atteinte à la personne humaine	35 425	36 158	39 283	41 726	55 718	54 617	54 714	51 978
Atteinte aux biens	24 449	23 120	23 058	20 015	23 200	19 695	19 587	18 550
Circulation et transport	26 920	28 119	27 745	21 022	27 935	24 757	24 749	23 695
Atteinte à l'autorité de l'État	6 062	6 103	6 380	5 513	7 163	6 396	6 485	6 711
Infraction à la santé publique	14 766	14 459	14 531	13 079	16 135	13 968	14 214	14 117
Atteinte économique, financière et sociale	1 608	1 560	1 391	1 279	1 644	1 560	1 576	1 602
Atteinte à l'environnement	77	87	79	67	109	88	123	117
Non renseigné	3 116	2 589	2 817	4 226	3 762	3 247	3 494	6 961
Total	112 423	112 195	115 284	106 927	135 666	124 328	124 942	123 731

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Tableau 12 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert par type d'infraction principale

	Ensemble des mesures								2024			
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures
Atteinte à la personne humaine	32 660	33 235	36 206	38 321	51 397	50 236	49 999	47 624	39 385	3 592	1 169	3 478
Atteinte aux biens	23 890	22 551	22 403	19 460	22 556	19 056	18 937	17 923	10 188	4 554	838	2 343
Circulation et transport	26 839	28 058	27 622	20 907	27 860	24 664	24 678	23 612	16 262	4 731	280	2 339
Atteinte à l'autorité de l'État	5 858	5 888	6 167	5 272	6 876	6 073	6 167	6 341	3 090	2 176	270	805
Infraction à la santé publique	14 350	14 012	14 141	12 634	15 631	13 459	13 715	13 667	9 163	1 637	672	2 195
Atteinte économique, financière et sociale	1 566	1 514	1 326	1 234	1 581	1 494	1 506	1 534	992	198	NC	NC
Atteinte à l'environnement	76	85	79	66	108	87	121	114	67	29	<5	NC
Non renseigné	2 168	1 578	1 727	3 092	2 583	1 837	1 962	5 391	3 236	711	467	977
Total	107 407	106 921	109 671	100 986	128 592	116 906	117 085	116 206	82 383	17 628	3 848	12 347

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

Tableau 13 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert par sexe

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Prévenus	Femmes	186	187	219	194	236	253	283	296
	Hommes	1 848	2 044	2 193	2 342	2 860	3 071	3 116	2 885
	Total	2 034	2 231	2 412	2 536	3 096	3 324	3 399	3 181
Condamnés	Femmes	6 363	6 359	6 340	4 967	6 692	5 997	6 291	6 206
	Hommes	68 555	68 187	69 984	62 144	76 424	69 073	67 722	67 400
	Total	74 918	74 546	76 324	67 111	83 116	75 070	74 013	73 606
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Femmes	35	31	27	36	31	30	27	43
	Hommes	1 147	1 186	1 063	1 076	1 204	1 084	1 306	1 372
	Total	1 182	1 217	1 090	1 112	1 235	1 114	1 333	1 415
Total	Femmes	6 584	6 577	6 586	5 197	6 959	6 280	6 601	6 545
	Hommes	71 550	71 417	73 240	65 562	80 488	73 228	72 144	71 657
	Total	78 134	77 994	79 826	70 759	87 447	79 508	78 745	78 202

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présententielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert par région administrative du domicile

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 917	8 665	8 870	7 759	9 651	8 842	9 031	8 478
Bourgogne-Franche-Comté	3 798	3 821	3 770	3 050	3 920	3 564	3 615	3 267
Bretagne	3 437	3 447	3 590	3 271	3 654	3 126	3 179	3 250
Centre-Val de Loire	3 103	2 914	3 013	2 574	3 789	3 059	2 958	2 870
Corse	528	481	409	410	459	485	408	534
Grand Est	6 951	6 694	7 154	6 241	7 561	6 505	6 696	6 494
Guadeloupe	500	549	556	598	675	713	671	735
Guyane	358	391	547	591	500	473	510	510
Hauts-de-France	8 730	8 298	8 308	7 115	9 118	8 277	8 239	8 258
Île-de-France	12 158	12 738	12 712	11 437	14 377	12 925	12 807	13 322
La Réunion	1 240	1 234	1 248	1 016	1 305	1 412	1 258	1 405
Martinique	458	544	632	390	520	477	523	555
Mayotte	145	117	194	140	213	242	298	502
Normandie	4 381	4 632	4 280	3 764	4 260	4 036	4 055	4 121
Nouvelle-Aquitaine	6 837	6 898	7 131	6 404	7 897	7 176	6 733	6 485
Occitanie	6 889	7 090	7 214	6 433	8 323	7 907	7 316	7 433
Pays de la Loire	3 781	3 580	3 555	3 450	4 135	3 651	3 691	3 587
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 923	5 901	6 643	6 116	7 090	6 638	6 757	6 396
France	78 134	77 994	79 826	70 759	87 447	79 508	78 745	78 202

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 15 : Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert par région administrative du domicile

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 472	8 149	8 384	7 228	9 021	8 345	8 441	7 861
Bourgogne-Franche-Comté	3 615	3 656	3 547	2 828	3 692	3 273	3 295	3 021
Bretagne	3 333	3 357	3 518	3 172	3 561	3 044	3 064	3 142
Centre-Val de Loire	3 041	2 831	2 939	2 498	3 691	2 906	2 743	2 708
Corse	491	447	374	372	428	443	383	512
Grand Est	6 638	6 319	6 711	5 659	6 832	5 710	5 954	5 760
Guadeloupe	488	532	546	583	656	696	656	715
Guyane	348	369	524	553	480	456	470	475
Hauts-de-France	8 537	8 125	8 145	6 939	8 918	8 045	7 989	7 954
Île-de-France	11 450	12 033	11 993	10 747	13 473	11 939	11 994	12 458
La Réunion	1 217	1 201	1 222	991	1 287	1 372	1 229	1 359
Martinique	430	521	606	359	495	465	513	543
Mayotte	130	106	181	131	200	222	269	494
Normandie	4 212	4 461	4 117	3 611	4 106	3 879	3 882	3 942
Nouvelle-Aquitaine	6 598	6 662	6 898	6 166	7 647	6 913	6 355	6 194
Occitanie	6 596	6 734	6 858	6 119	7 858	7 484	6 888	6 993
Pays de la Loire	3 628	3 436	3 407	3 324	3 994	3 540	3 535	3 439
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 694	5 607	6 354	5 831	6 777	6 338	6 353	6 036
France	74 918	74 546	76 324	67 111	83 116	75 070	74 013	73 606

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencelle.

Durée de suivi des mesures

Au 31 décembre 2024

Tableau 16 : Durée de suivi des mesures

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Durée médiane (en mois)	Mesures présentencielles	7,5	8,7	8,6	8,2	7,2	7,3	8,0	8,4
	Mesures post-sentencielles	18,8	19,3	19,5	20,0	20,0	18,9	20,9	20,8
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	50,9	47,5	47,7	50,9	48,9	49,4	52,5	46,5
	Ensemble	18,8	19,3	19,5	19,9	19,8	18,7	20,7	20,6
Durée moyenne (en mois)	Mesures présentencielles	14,9	15,8	15,6	14,7	15,0	14,6	15,1	15,8
	Mesures post-sentencielles	20,3	20,5	20,6	20,7	20,2	19,8	20,1	20,1
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	50,6	48,6	49,9	53,0	52,4	52,0	52,6	50,3
	Ensemble	20,5	20,8	20,9	21,1	20,5	20,1	20,4	20,5

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction.

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Tableau 17 : Durée de suivi par mesure

	Durée médiane (en mois)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	6,1	6,2	6,3	6,2	6,1	6,3	6,2	6,3
	Contrôle judiciaire	8,6	9,7	9,5	8,9	7,6	7,6	8,7	9,4
Mesures post-sentencielles	Ajournement	6,6	6,3	6,7	7,9	5,8	7,7	6,7	5,9
	Contrainte pénale	19,8	23,2	23,9	24,3	31,2	37,0	52,1	72,0
	DDSE	so	so	so	3,0	4,3	4,6	4,8	4,9
	Interdiction de séjour	17,0	17,0	17,8	16,5	19,3	21,1	21,9	21,7
	Libération conditionnelle (AP)	8,1	7,4	7,2	5,9	7,5	6,9	6,8	7,1
	LSC sous libération conditionnelle	2,7	2,2	1,6	2,3	2,3	2,3	1,7	1,5
	SME	23,2	23,3	23,3	23,5	23,7	28,2	37,9	49,5
	Sursis probatoire	so	so	so	1,5	7,5	19,0	22,9	23,3
	Suspension (raison médicale)	15,5	11,6	11,5	12,6	9,2	15,1	12,9	12,6
Mesures de sûreté suite à une condamnation	Stage	8,8	7,9	7,7	7,0	7,2	10,8	13,9	12,8
	Sursis TIG	17,4	17,5	17,7	18,0	18,4	29,9	44,4	58,0
	TIG	12,9	13,1	13,1	15,0	12,2	13,7	14,1	12,7
	Obligation de TIG	9,5	10,4	12,2	2,2	6,5	14,5	18,5	18,0
	PSEM	23,7	23,9	23,8	23,5	13,2	26,1	23,3	26,1
Mesures de surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire	29,9	30,2	26,7	28,7	35,2	26,6	25,0	26,7
	Suivi socio-judiciaire	56,3	51,1	51,9	54,4	52,2	53,4	56,0	47,8

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en aménagement de peine (Libération conditionnelle(AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'un TIG (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, ainsi que l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

so : sans objet

Tableau 18 : Durée de suivi par région administrative

Durée médiane (en mois)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	19,1	20,4	20,7	21,2	21,1	20,0	21,8	22,1
Bourgogne-Franche-Comté	21,2	22,1	21,6	21,7	21,4	19,5	21,4	20,6
Bretagne	19,2	20,1	20,2	21,6	22,7	22,1	23,3	22,8
Centre-Val de Loire	19,1	19,1	20,3	21,1	20,8	18,3	21,7	21,1
Corse	18,2	17,9	18,0	19,4	18,3	18,2	20,9	20,6
Grand Est	19,7	20,5	20,5	20,5	20,3	18,9	21,3	20,4
Guadeloupe	18,3	16,3	17,6	18,6	18,4	17,5	20,8	20,3
Guyane	12,6	16,3	15,0	9,8	15,8	11,4	12,0	13,0
Hauts-de-France	19,1	19,1	19,2	20,0	19,3	18,5	19,5	19,9
Île-de-France	17,8	18,3	18,5	18,6	18,7	18,2	19,8	19,6
La Réunion	18,6	19,1	19,7	20,6	20,7	19,5	23,0	22,7
Martinique	18,7	18,3	17,2	17,8	19,9	18,0	20,0	20,2
Mayotte	18,6	15,2	18,3	15,3	17,9	10,3	13,4	7,8
Normandie	18,6	18,6	19,3	20,9	20,4	19,6	21,2	20,5
Nouvelle-Aquitaine	18,5	18,8	18,8	19,7	19,1	18,3	20,6	21,0
Occitanie	18,2	18,6	18,6	19,8	19,2	18,0	20,3	20,7
Pays de la Loire	20,9	21,2	21,0	21,5	21,6	20,4	21,9	21,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,6	18,9	19,4	18,3	18,8	18,2	18,8	18,8
France	18,8	19,3	19,5	19,9	19,8	18,7	20,7	20,6

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Tableau 19 : Durée de suivi par type d'infraction principale

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (sd)
Durée médiane (en mois)	Atteinte à la personne humaine	21,2	21,8	21,8	22,0	21,7	21,0	22,5	22,8
	Atteinte aux biens	18,0	18,2	18,4	18,6	18,3	17,8	18,6	18,0
	Circulation et transport	18,4	19,1	19,1	20,3	20,6	18,4	20,2	19,8
	Atteinte à l'autorité de l'État	16,9	17,4	17,3	17,9	17,4	16,2	17,6	16,7
	Infraction à la santé publique	19,0	19,3	19,9	19,7	19,9	18,5	20,4	19,7
	Atteinte économique, financière et sociale	18,0	18,5	18,8	19,3	18,7	17,6	18,7	18,0
	Atteinte à l'environnement	16,0	18,2	17,4	17,7	17,9	16,0	14,8	17,0
	Non renseigné	18,6	11,9	10,2	7,1	10,2	11,5	10,4	8,6
Ensemble		18,8	19,3	19,5	19,9	19,8	18,7	20,7	20,6
Durée moyenne (en mois)	Atteinte à la personne humaine	22,2	22,6	22,6	22,7	21,9	21,5	21,8	22,1
	Atteinte aux biens	20,7	21,1	21,2	21,5	20,8	20,4	20,3	20,2
	Circulation et transport	19,1	19,6	19,6	20,2	19,6	18,8	19,1	19,1
	Atteinte à l'autorité de l'État	17,3	17,8	17,5	18,5	17,6	17,2	18,0	18,1
	Infraction à la santé publique	20,3	20,3	20,7	20,4	20,2	19,9	20,0	19,9
	Atteinte économique, financière et sociale	19,2	19,6	19,6	20,4	20,0	18,2	18,4	18,3
	Atteinte à l'environnement	15,1	18,0	18,6	16,9	17,6	16,3	15,9	16,9
	Non renseigné	20,6	17,2	16,7	13,4	14,9	15,5	15,9	15,4
Ensemble		20,5	20,8	20,9	21,1	20,5	20,1	20,4	20,5

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Source

Depuis juillet 2019, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO) sont produites par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER), service statistique ministériel de la justice. Elles ont été rétropolées à partir de 2016 pour proposer un historique des chiffres. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études (Me5) de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

À partir de juillet 2020, une version annuelle, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), est proposée avec des dimensions supplémentaires (durée, contentieux).

Les STMO/SAMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention et une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau de la donnée de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Elles sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placement et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par le SSER.

Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques annuelles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des SAMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis assorti d'un TIG (STIG), sursis probatoire, libération conditionnelle (LC), contrainte pénale, TIG et travaux non rémunérés, interdiction de séjour, stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendus par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG, sursis probatoires et LC sont aussi suspendus par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non et le suivi socio-judiciaire peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, comme les personnes exécutant ces mesures sont déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la DAP, elles ne sont pas comptées dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont ils font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.

Règle de priorisation des catégories pénales

Afin d'éviter les doubles comptes des personnes, on priorise le comptage des mesures dans les cas où une même personne serait suivie dans plusieurs catégories pénales.

Par convention statistique, on priorise dans l'ordre : les condamnations pour des mesures post-sentencielles ; le suivi pour une mesure présentencielle ; et les mesures de sûreté suite à une condamnation.